

Burundi : Quand Nkurunziza orchestre un "putsch de velours" au FNL

Le Pays, lundi 2 août 2010
 DESTITUTION DE AGATHON RWASA - Le second coup d'Etat de Nkurunziza La mode qui consiste à attendre qu'un chef d'Etat soit hors de son fauteuil pour lui torpiller les fesses, semble s'être portée sur un autre terrain : celui de la présidence des partis politiques. Et c'est Agathon Rwaso, le dirigeant de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération qui en a fait les frais au Burundi, le dimanche dernier. En effet, lors d'un congrès alternatif, des dissidents du parti ont déclaré que la disparition de l'opposant ainsi que l'absence d'informations concernant étaient des motifs suffisants pour le mettre au garage, définitivement.

Les mains du pouvoir n'ont pas été innocentes Mais les mains du pouvoir n'ont pas été innocentes lors de la corce costume de chef destitué que porte actuellement l'ex-leader des FNL. Sinon, comment comprendre qu'un parti qui sentait pas l'odeur du pouvoir puisse organiser un congrès couvert par les plumes chaudes de la police et sur "autorisation spéciale" du ministre burundais de l'Intérieur ? Comment faut-il interpréter la précipitation des membres du parti pour faire sauter comme un bouchon de champagne leur président, tout simplement parce que ce dernier est entré en clandestinité ? D'ailleurs, en temps normal, la logique ne voudrait-elle pas qu'on trouve un remplaçant provisoire l'absent et qu'on le soutienne en attendant qu'il réapparaisse ? Et qu'est-ce qui empêche de croire que ce parti des différentes tentatives de "putsch" organisées par le pouvoir contre Rwaso ? Si l'eau n'est pas plus claire trouverait difficilement mieux. Ainsi après avoir mis les institutions publiques à genoux, Pierre Nkurunziza vient-il à galement de mettre la démocratie, dans son pays, à terre avec ce "putsch" nouvelle formule et plus subtile. Mais la suite ne sera pas si nouvelle que cela. Car la pratique est bien vieille, celle qui consiste, depuis que le multipartisme a été imposé ses baluchons en Afrique, à recruter des partis politiques fantoches qui entonneront ensuite les louanges de l'homme fort au pouvoir. L'atonnement serait le sentiment maître si les FNL, maintenant dirigées par Emmanuel Miburo, et dont le secrétaire général est un disgracié de Rwaso, Jacques Bigiramana, ne chantait pas désormais les faits et gestes du pouvoir. Que sera donc la réaction du "putsch" ? Un tableau, en somme, qui présentera un paysage politique monotone et morne. Dans ce contexte, le Burundi peut désormais se voir devenir dangereux pour Agathon Rwaso qui ne s'aventurera certainement pas à y remettre les pieds. Mais il a toujours des partisans dans son pays. Que va-t-il tenter à présent ? Se rebeller de nouveau ? Reprendre les armes ? Que sera donc la réaction du "putsch" ? Abdou ZOURE